



## La mondialisation, un outil de l'hyperpuissance américaine<sup>(1)</sup>

Les États-Unis ont longtemps hésité avant de décider de prendre part au second conflit mondial (1939-1945). Pourtant au sortir de cette guerre, ils sont devenus la première puissance du monde. À eux seuls, ils assurent, à ce moment là, un quart des échanges mondiaux.

Aux lendemains de ce conflit, les États-Unis prennent conscience qu'*«ils sont les seuls à pouvoir prétendre réorganiser le système économique et financier mondial, de façon à renforcer le néo-capitalisme.»*<sup>(2)</sup> Ils savent également qu'ils sont les seuls à pouvoir s'opposer à l'Union soviétique. C'est dans cette optique qu'ils décident d'aider à la reconstruction de l'Europe ravagée par la guerre. Ils mettent en place à cet effet le plan

Marshall, du nom de son instigateur, le général Georges Catlett Marshall, chef de l'état-major anglo-américain pendant la seconde guerre mondiale.<sup>(3)</sup> Le 5 janvier 1947, le général Marshall prononce un discours à l'université d'Harvard, justifiant la mise en place de ce programme d'aide :

*« Il est logique que les États-Unis fassent tout ce qu'ils peuvent pour aider à rétablir la santé économique du monde, sans laquelle la stabilité politique et la paix assurée sont impossibles. Notre politique n'est dirigée contre aucun pays, contre aucune doctrine, mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos. »*<sup>(4)</sup>

Entre 1948 et 1953, les États-Unis consacrent au plan Marshall treize milliards de dollars, essentiellement sous forme de dons. Ce programme permet de relancer l'économie européenne, d'accroître la production, de développer le commerce international et d'encourager la coopération entre les pays européens et les États-Unis.

---

<sup>(1)</sup> Hubert Védrine, ministre français des Affaires étrangères (1997-2002), fut le premier à qualifier les États-Unis d'hyperpuissance. Notons néanmoins que ce concept politique fut inventé par Zbigniew Brzezinski (*The Grand Chessboard*, publié en France sous le titre *Le Grand Echiquier* par les Editions Bayard, Paris, 1997)

<sup>(2)</sup> Jean-François Soulet et Sylvain Guinle-Lorinet, *Le monde depuis la fin des années 60*, Armand Colin, Paris, 1998, p16.

---

<sup>(3)</sup> Le nom officiel de ce plan d'aide est European Recovery Program (programme de relèvement de l'Europe)

<sup>(4)</sup> Cité par Charles Zorgbibe, in *Histoire de la construction européenne*, PUF, Paris, 1993, p22-24



Seize pays du vieux continent profitent du plan Marshall.

Deux raisons essentielles poussent les États-Unis à participer activement à la reconstruction de l'Europe. D'une part ils veulent éviter que l'Europe de l'Ouest ne tombe sous la domination de l'Union soviétique ; d'autre part, les États-Unis ont conscience qu'ils doivent relancer l'économie mondiale.

*«C'est absolument nécessaire pour eux ; en effet, le marché intérieur, important, stimule la production, mais les entreprises concentrées sur le plan technique et financier ne peuvent s'en contenter. Pour que les firmes puissent continuer à importer des matières premières, exporter des capitaux et créer des filiales à l'étranger, pour que l'énorme production nationale puisse s'écouler à l'extérieur, pour que les Américains puissent recouvrer leurs créances, il [leur] faut sortir du dirigisme protectionniste des années 1930 et retrouver des principes libéraux.»<sup>(5)</sup>*

Les institutions mises en place à la fin du second conflit mondial vont être les outils de propagation des principes libéraux et de la stratégie de réorganisation de l'économie mondiale voulue par les États-Unis.<sup>(6)</sup> Ces institutions vont permettre aux États-Unis de prendre le contrôle du commerce international.

Les accords de Bretton Woods (New Hampshire, USA), signés en juillet 1944, créent le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale et consacrent par la même occasion la suprématie du dollar. Même si, depuis 1971, il n'est plus convertible en or, le dollar demeure la monnaie de cotation sur les marchés financiers et la principale monnaie de réserve dans le monde. En 2004, selon la Banque des règlements internationaux (BRI, Bank of International Settlements), 89% des transactions sur les marchés des changes se sont effectués en dollar.<sup>(7)</sup>

Voulu par les États-Unis et adopté à Genève (Suisse) en 1947, le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), en abaissant les tarifs douaniers, favorise le développement du commerce mondial et

<sup>(5)</sup> In *Le Monde depuis la fin des années 60*, op cité, p16

<sup>(6)</sup> Ces principes libéraux sont déjà énoncés par la Charte de l'Atlantique signée en août 1941 par le président américain Franklin D. Roosevelt et le Premier ministre britannique Winston Churchill.



engendre l' « internationalisation » des économies. Le GATT crée les conditions nécessaires aux firmes transnationales pour concevoir leurs affaires dans une perspective mondiale. Les différents accords commerciaux signés dans le cadre du GATT permettent à ces entreprises d'accéder plus facilement à de nouveaux marchés. À la fin des négociations du Tokyo round (1973-1979), quatre-vingt-dix-neuf pays assurant 90% des échanges mondiaux acceptent une réduction moyenne de plus de 30% de leurs droits de douanes.

Quelques années plus tard, toujours dans le cadre du GATT, un nouveau cycle de négociations s'ouvre, en septembre 1986, à Punta Del Este. Connues sous le nom d'Uruguay round, ces négociations s'achèvent en décembre 1993. L'accord final est ratifié le 15 avril 1994 à Marrakech (Maroc) par cent treize pays. Il valide la réduction de 40% des droits de douanes et étend les règles du commerce international à de nouveaux secteurs tels le textile, l'agriculture et les services. La réunion de Marrakech entérine également la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui succède au GATT.

La chute du mur de Berlin, l'effondrement du bloc communiste et l'ouverture

économique de la Chine contribuent à renforcer la domination du libéralisme et favorisent la mondialisation des économies. D'autant plus que l'ouverture américaine aux capitaux étrangers oblige les économies des autres pays à se libéraliser à leur tour, espérant ainsi détourner une partie des capitaux qui s'investissent dans les bons du Trésor américain.

Cette mondialisation des économies profite essentiellement aux États-Unis et aux entreprises américaines. Un tiers des grandes firmes mondiales sont américaines et dominant aussi bien les secteurs de consommation de masse que ceux à forte valeur ajoutée (Wal-Mart, Exxon Mobil, General Electric, General Motors, IBM, Microsoft, Boeing, Pfizer, etc.) De plus, les fonds de pensions américains occupent une place de plus en plus importante dans le capital des entreprises étrangères et influent de la sorte sur les stratégies économiques et financières de ces firmes, pourtant non américaines.

Tous les responsables américains, démocrates et républicains, s'accordent à dire que la mondialisation est vitale pour la bonne santé de leur économie. George W. Bush estime que «*pour créer des emplois, l'Amérique doit continuer à signer des accords*



*de libre-échange qui ouvriront les marchés étrangers aux produits américains.»<sup>(8)</sup> Les États-Unis ne se contentent plus des accords globaux signés dans le cadre de l'OMC. Ils préfèrent signer des traités bilatéraux pour être les seuls à accéder à certains marchés. Aujourd'hui, les économistes parlent de mondialisation. Bientôt, ils devront décrire l'«américanisation» des économies.*

© Youssef Jebri. Février 2007

---

<sup>(8)</sup> Propos cités par *Le Monde*, Paris, 29 avril 2005.